



**Communiqué du 3 avril 2023 :
Semaine de mobilisation du 7 avril, Journée mondiale de la santé
et Procès des Politiques de Santé le 6 avril**



A l'initiative de Notre Santé en Danger plus de 40 organisations syndicales, d'usager.e.s, associations, collectifs, soutenues par des partis politiques (liste au bas du communiqué), ont rédigé et signé une tribune commune « Santé, nous vous accusons, vous Emmanuel Macron... », où elles dénoncent les multiples attaques contre le droit à la santé menées par ce gouvernement et les gouvernements précédents, qui mettent désormais en péril la santé des populations, dans toutes ses dimensions. Cette tribune se conclut par plus de 17 propositions pour rétablir le droit à la santé, à l'accès aux soins, à l'accompagnement social et à une protection sociale de qualité pour tous et toutes, une exigence d'égalité. Vous trouverez le texte complet dans le PDF joint.

Ensemble, elles appellent à une première mobilisation lors de la semaine du 7 avril, journée mondiale de la santé, et organisent **le 6 avril, à partir de 18H à la Bourse du travail Salle Hénaff, 85 rue Charlot, Paris 3^e** et sur les réseaux sociaux, un **Procès des politiques de santé**, avec notamment Daniel Mermet, Saphia Guereschi, Patrick Pelloux, et de multiples témoignages.

[\(16\) Tribunal des politiques de santé | Facebook](#)

Mais depuis la parution de ce texte en tribune le 10 mars dans le journal l'Humanité, de nouveaux actes d'accusation doivent être rajoutés. La nouvelle attaque contre l'AME au Sénat, la loi Rist qui, si elle plafonne à juste titre les rémunérations de l'intérim médical dans le public ne règle en rien les questions d'attractivité, et risque de ce fait d'accélérer la fuite vers le privé. Ce que la fermeture des maternités de Sarlat et Sedan, des urgences et de l'UHCD de Feurs, ces derniers jours, illustre. Et le rapport Ville. Macron veut détourner notre regard de la lutte contre sa réforme des retraites, nous parler de lutte contre les déserts médicaux, mais adepte du fameux « en même temps », menace de fermer 107 maternités de proximité, le quart des maternités, à la suite du rapport Ville que son gouvernement a commandé. A chaque fois qu'une maternité ferme, la presse relate des accouchements sur le bord de la route ou dans les camions de pompiers, sans parler de la multiplication des accouchements déclenchés. Alors il est scandaleux d'utiliser comme prétexte la sécurité des femmes, pour fermer des maternités auxquelles on refuse les moyens, les personnels, les investissements pour bien fonctionner dans ce moment si important dans la vie des femmes.

Personnel.le.s, usager.e.s, nous appelons à nous mobiliser ensemble contre ces politiques, pour un accès aux soins et à un accompagnement social pour toutes et tous sur tout le territoire sans discrimination financière, géographique, culturelle, numérique, sociale, de genre, d'origine et de situation administrative.

Le 3 avril 2023

Liste des organisations signataires du Texte « Santé, nous vous accusons » :

Syndicats : Fédération CGT Santé Action Sociale, Fédération des Orthophonistes de France, Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Fédération Sud Collectivités territoriales, Fédération Sud Education, Fédération Sud Santé Sociaux, Solidaires, SUD Chimie Sanofi Montpellier, Syndicat National des Infirmier(e)s Conseiller(e)s de Santé-FSU, Syndicat de la Médecine Générale, Union Fédérale Médecins Ingénieurs Cadres Techniciens-CGT Santé Action Sociale, Union syndicale de la psychiatrie,

Associations et collectifs : Act Up Sud-Ouest, Association des Médecins Urgentistes de France, Appel des appels, Association ETM46, Association nationale des sage-femmes orthogénistes, ATTAC, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, Capital Exit, Cerises la coopérative, Collectif CIVG Tenon, Collectif National Droit des Femmes, Collectif artisanofric, Collectif Inter-Urgences, Comité Ivryen pour la santé et l'hôpital public, Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, Confédération internationale solidaire et écologiste, Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Europe solidaire sans frontières, Femmes égalité, Fondation Copernic, La santé n'est pas une marchandise, LaSantéUnDroitPourTous, Le fil conducteur psy, Médicament bien commun, People's Health Movement France, Planning familial de Loire-Atlantique, Planning familial du Val de Marne, Printemps de la psychiatrie, Printemps du CARE, Résistance sociale, Stop précarité

Avec le soutien des organisations politiques : ENSEMBLE!, Europe-Ecologie Les Verts, Génération.s, Gauche écosocialiste, France insoumise, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français.

Pour tout contact avec le collectif Notre santé en danger :

notresanteendanger2avril@gmail.com

Françoise NAY 06 07 89 06 57

Ramon VILA 06 01 73 71 28

Laurent LAPORTE 06 80 99 47 42

QR code pour arriver sur le Facebook de l'initiative et suivre le procès.

